

# Sommaire

## Fonctionnaires

### Le délai des inscriptions en ligne reporté au 22 février

Le Rassemblement - mardi 18 février 2020

### Sophia Immobilier décaisse 456 millions F cfa

Le Mandat - mardi 18 février 2020

## Société

### Raymonde Goudou Coffie offre 2 millions FCFA pour l'achèvement des travaux du presbytère.

Le Sursaut - mardi 18 février 2020

### Raymonde Goudou-Coffie offre 2 millions pour l'achèvement des travaux du presbytère

Fraternité Matin - mardi 18 février 2020

### 565 jeunes reçoivent leurs chèques

Le Matin - mardi 18 février 2020

## Politique

### L'opération grand public lancée, hier

Le Jour Plus - mardi 18 février 2020

### Hamed Bakayoko : "La dynamique nouvelle de la décentralisation vise à lutter contre la pauvreté"

Fraternité Matin - mardi 18 février 2020

### La phase 2 s'est achevée hier

Fraternité Matin - mardi 18 février 2020

### Tout est gâté ce week-end dernier entre Gbagbo et Bédié

L'essor Ivoirien - mardi 18 février 2020

### Affi N'Guessan : « Les ministres qui négocient n'ont aucun pouvoir de décision, aucune autorité »

Soir Info - lundi 17 février 2020

## Conjoncture économique et sociale

### Souleymane Diarrassouba salue le dynamisme des relations

Fraternité Matin - mardi 18 février 2020

### Abou Sié Ouattara réalise un taux record de recouvrement de 96%

L'essor Ivoirien - mardi 18 février 2020

### Adama Coulibaly pour le financement de long terme

Le Jour Plus - mardi 18 février 2020

### La Banque mondiale satisfaite de la qualité et de l'avancée des travaux

Le Mandat - mardi 18 février 2020

Concours directs d'entrée à l'ENA

# Le délai des inscriptions en ligne reporté au 22 février



Initialement prévu le samedi 15 février 2020, le dernier délai des inscriptions aux concours directs d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (ENA) est reporté au samedi 22 février 2020, annonce dans un communiqué, le directeur général Traoré Salamata. Les inscriptions se poursuivent dès lors sur le site de l'ENA : [www.ena.ci](http://www.ena.ci). Par ailleurs, les visites médicales et les dépôts des dossiers de candidature prendront fin, respectivement, le vendredi 28 février 2020 et le mercredi 04 mars 2020, peut-on lire sur la note. L'ensemble des candidats des concours directs qui n'auront pas procédé à leur inscription et fait la visite médicale dans ces délais, ne seront pas autorisés à concourir, conformément aux dispositions en vigueur, prévient le directeur général. L'ENA est une grande école située à Abidjan. Elle a vu le jour en 1960 après l'indépendance de la Côte d'Ivoire.

**MARIE NOELLE KOUASSI**



Remboursement des enseignants souscripteurs / Après des mois de négociations et de rencontres, la fumée blanche vient de monter. Sophia Immobilier prend l'engagement de payer l'intégralité de l'apport initial des enseignants souscripteurs.

## Sophia Immobilier décaisse 456 millions F cfa



Touré Ahmed Boua prend l'engagement de payer les enseignants souscripteurs

Tout est bien qui finit bien. La société Sophia Immobilier et les enseignants du Synesci, souscripteurs au projet d'acquisition de terrains nus, lancé en 2008, ont trouvé un terrain d'entente pour apurer les apports initiaux desdits enseignants. Hier, au siège de Sophia Immobilier, face aux représentants de ces enseignants, Touré Ahmed Boua a annoncé le remboursement intégral de l'apport initial des souscripteurs du Synesci qui s'élève à 456 millions F cfa. « D'ici à la fin de ce mois de Février 2020, nous allons vous donner ce qui vous revient de droit. Ce n'est point une faveur mais votre argent. Nous avons déjà fait virer à la banque le demi milliard pour que vous soyez, effectivement, payés. Donc, il vous appartient de tout mettre en œuvre pour que vos différents membres apportent la preuve de leur statut de souscripteur pour qu'ils puissent empocher leur argent », a tenu à clarifier d'entrée le patron de Sophia Immobilier. Qui revenant sur le temps mis pour payer les enseignants, a dit qu'il s'agit, à la vérité, de moments d'incompréhension. Fier de ce dénouement heureux, Touré Ahmed Boua déclare que le projet d'acquisition de terrains nus est, désormais, clos. « Nous avons un actif de 125 milliards F cfa contre des cotisations qui tournent autour de 30 milliards f cfa. Donc, il n'y avait pas de problèmes à payer. Nous saluons ici le Président de la République, le Premier ministre, le ministre d'Etat, ministre de la Défense, qui se sont impliqués pour que nous puissions rembourser les membres des Forces

armées à qui étaient destinées, prioritairement, le projet. Désormais, nous nous concentrons sur le projet Akwaba City qui consiste à créer une ville nouvelle entre Abobo et Anyama », a déclaré, joyeusement, Touré Ahmed Boua. Au nom des enseignants souscripteurs, Mimi Dominique Olivier, se félicite de l'heureux aboutissement des démarches qui ont permis les remboursements dans les meilleurs délais. « Nous adressons notre gratitude à Monsieur Touré Ahmed Boua, pour l'atteinte du remboursement », s'est-t-il réjoui. Afin de permettre aux différents souscripteurs de rentrer dans leurs fonds, une Assemblée Générale est annoncée, ce matin, à la bibliothèque nationale. « Nous voudrions profiter de cette tribune pour annoncer la tenue de notre assemblée générale, le mardi 18 février 2020, à la bibliothèque nationale. A cette AG, il est demandé aux camarades d'apporter leur RIB, de vérifier le montant sur la liste, en vue de percevoir leur dû dès la fin de ce mois comme nous l'a promis Monsieur Ahmed Boua », demande Mimi Dominique Olivier. Il est bon d'indiquer que c'est en 2017 que les différents membres des Forces Armées de Côte d'Ivoire (Faci) qui ont souscrit au projet, ont été tous remboursés.

VINCENT BOTY

EGLISE CHRIST-ROI DE LA SOUS-PRÉFECTURE DE DIDOKO - RÉGION DU LOH-DJIBOUA

## Raymonde Goudou Coffie offre 2 millions FCFA pour l'achèvement des travaux du presbytère.

► EGLISE CHRIST-ROI DE LA SOUS-PRÉFECTURE DE DIDOKO - RÉGION DU LOH-DJIBOUA



**Raymonde Goudou Coffie offre 2 millions FCFA pour l'achèvement des travaux du presbytère.**

Les fidèles chrétiens de l'Eglise Christ-Roi de la sous-préfecture de Didoko dans la région du Loh-Djiboua ont rendu grâce à Dieu et magnifié son nom au cours d'une messe de charité célébrée par le père Paul Dago, prêtre religieux de l'Ordre des Frères Prêcheurs et aumônier national des Équipiers du rosaire. Ce samedi 15 février, il ne pouvait en être autrement car par les soins du Dr Raymonde Goudou Coffie, ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public, le Seigneur Dieu venait d'exaucer de fort belle manière la prière fervente que la communauté ecclésiale de Didoko comme Anne la mère de Samuel lui avait adressée pour avoir son fils, qui sera Prophète et roi d'Israël. En offrant la somme de 2 millions de FCFA pour l'achèvement des travaux du presbytère de l'église de Groh-didoko, la ministre, membre des Équipiers du rosaire, permet ainsi aux catholiques de ce chef-lieu de sous-préfecture de répondre favorablement à la dernière exigence de monseigneur Joseph Ake évêque du diocèse de Gagnoa, qui attendait qu'un presbytère soit construit pour affecter deux prêtres et créer une église paroissiale. La ministre a profité de cette occasion où les lectures du jour parlaient de l'appel et de la disponibilité du petit Samuel au service du prophète Elie et partant de tout chrétien et de l'amour de Dieu pour ses créatures et particulièrement de l'homme, pour lancer un appel à l'unité et à la cohésion de tous. D'autant que la présence des dignitaires religieux harristes et musulmans traduisait bien l'unicité de Dieu et la nécessité pour ses enfants à être rassemblés en son amour et à vivre de son amour. Pour ce faire elle a encouragé tous les Ivoiriens à prendre part au prochain scrutin présidentiel, chacun défendant les couleurs de son champion sans toutefois perdre de vue que tous sont et demeurent des frères et sœurs. Le père Paul Dago a insisté sur l'importance d'une église dans la vie d'une communauté à travers l'histoire des sanctuaires et des synagogues où le peuple d'Israël se rencontrait et apprenait et discutait grâce aux textes de la Tora de la parole de Dieu. Tous ces lieux comme l'église de Jésus-Christ aujourd'hui rapprochent Dieu des hommes car lieux de rencontres entre le Vertical et l'horizontal. Il a pour ce faire mis l'accent sur le fait qu'un lieu destiné pour prier louer magnifier et adorer Dieu pour ce qu'il est et pour toutes les bénédictions et attentions qu'il donne et accorde aux hommes doit disposer des infrastructures adéquates. Le cheminement avec Dieu a relevé le célébrant





du jour est fait de disponibilité à toute épreuve et de son de soi. Et toutes ces qualités et aptitudes s'acquièrent et se développent dans la prière qui porte des fruits et qui se nourrit des œuvres. Le chrétien ne doit pas s'offusquer de donner pour la maison de Dieu et l'annonce de l'évangile. Car il a rappelé l'importance de la charité en citant Mère Theresa de Calcutta: et Ce que vous produisez est une grâce de Dieu. Ce que vous êtes est un don de Dieu. " Tout est donc grâce. Le Directeur régional des Eaux et Forêts le colonel Catcha Hubert a traduit toute la gratitude des populations au ministre Raymonde Goudou Coffie pour cet important geste en faveur de l'église, pour son déplacement jusqu'à Didoko malgré ses nombreuses obligations. Ce qui témoigne de son attachement à la personne du père Paul Dago et de son amour pour le prochain et pour Dieu. Les populations ont également chargé la présidente de leur cérémonie d'obtenir avec la bienveillante sollicitude du Président de la république et de son gouvernement deux kilomètres de bitume pour la ville. On notait à cette cérémonie la présence du général Joseph Dja Blé ancien ministre de la sécurité et Pca du nouvel Office pour l'identification en vue de produire les cartes nationales d'identité, représentant le président du conseil régional du Loh-Djiboua, Roland Zakpa. Puis celle d'une importante délégation des proches-collaborateurs du ministre et sa cellule politique.



Didoko (Loh Djiboua) / La ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du service public a posé un acte de charité.

## Raymonde Goudou-Coffie offre 2 millions pour l'achèvement des travaux du presbytère



magnifier et adorer Dieu pour ce qu'il est. Le cheminement avec Dieu, a relevé le célébrant, est fait de disponibilité à toute épreuve et de don de soi. Et toutes ces qualités et aptitudes s'acquièrent et se développent dans la prière qui porte des fruits et qui se nourrit des œuvres. Le chrétien ne doit pas s'offusquer de donner pour la maison de Dieu et l'annonce de l'évangile. Le directeur régional des Eaux et Forêts, le colonel Catcha Hubert, a traduit toute la gratitude des populations au ministre Raymonde Goudou Coffie pour ce geste en faveur de l'église, pour son amour pour le prochain. Les populations ont également chargé la présidente de leur cérémonie d'obtenir avec la bienveillante sollicitude du Président de la République et de son gouvernement, deux kilomètres de bitume pour la ville. À cette cérémonie était présent le général Joseph Dja Blé, ancien ministre de la Sécurité.

Les chrétiens de l'église Christ-Roi de la sous-préfecture de Didoko dans la région du Loh-Djiboua ont rendu grâce à Dieu au cours d'une messe de charité célébrée par le père Paul Dago, aumônier national des Équipiers du rosaire. Selon une note d'information, le 15 février, Dr Raymonde Goudou-Coffie, ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du service public, a offert 2 millions de FCfa pour l'achèvement des travaux du presbytère de l'église de Groh-Didoko. Étant membre des Équipiers du rosaire, elle permet ainsi aux catholiques de ce chef-lieu de sous-préfecture de répondre favorablement à la dernière exigence de Monseigneur Joseph Aké, évêque du diocèse de Gagnoa. Il attendait qu'un presbytère soit construit pour affecter deux prêtres et créer une paroisse. L'appel à l'amour, à la disponibilité, à l'unité et à la cohésion était au cœur du message de ce jour. Par ailleurs, elle a encouragé tous les Ivoiriens à participer au prochain scrutin présidentiel. Elle a mis l'accent sur la fraternité. Le père Paul Dago a insisté sur l'importance d'une église dans la vie d'une communauté. Un lieu destiné pour prier, louer,



TOUMODI / Agir pour les jeunes

## 565 jeunes reçoivent leurs chèques



Le ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes, Touré Mamadou, a remis des chèques d'une valeur globale de 151 millions de francs CFA, dans le cadre du programme "Agir pour les jeunes" à 565 jeunes de la région du Bélier. Ce geste participe de la volonté du gouvernement ivoirien de faire ressentir les fruits de la croissance économique aux populations les plus vulnérables à travers la création d'un programme social dénommé Ps-Gouv, a indiqué, vendredi dernier à l'occasion de la cérémonie de remise de ces chèques à Toumodi. "Le Président de la République veut soulager notre jeunesse. Ce programme Agir se fait en toute transparence et dans une totale équité. Pour la 3ème phase qui commence en juin, c'est 1644 jeunes qui bénéficieront de prêts dans la région du Bélier pour un montant total de 739 millions", a-t-il promi. "Considérez ce prêt comme étant un moyen d'atteindre ce bonheur. En remboursent promptement vous aurez la possibilité de bénéficier de prêts encore plus importants et vous permettrez également à d'autres jeunes de pouvoir en bénéficier, a affirmé l'administrateur, Séraphin Kouao, de l'Union nationale des coopératives d'épargne et de crédit de Cote d'Ivoire [UNACOOPECCI], partenaire de l'Etat de Cote d'Ivoire dans ce projet. Au nom des bénéficiaires. Marie Paule Koffi Tanoh a salué ce geste du gouvernement et pris l'engagement de rembourser ces prêts afin de perpétuer cette chaîne de solidarité. La cérémonie, s'est tenue en présence du ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du service public, Raymonde Goudou, et du secrétaire d'Etat chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Brice Kouassi.



Nouvelle carte nationale d'identité / Le ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation, Sidiki Diakité, a procédé, hier au lancement officielle de l'opération nationale d'enrôlement de l'établissement de la carte d'identité.

## L'opération grand public lancée, hier

Nouvelle Carte nationale d'identité

### L'opération grand public lancée, hier



Visite de travail du Premier ministre dans le Gbôklè  
Les temps forts d'un

- Voici toutes les conditions d'obtention de la pièce
- Tous les lieux d'enrôlement

Le ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation, Sidiki Diakité, a procédé, hier au lancement officielle de l'opération nationale d'enrôlement de l'établissement de la carte d'identité. C'est une carte biométrique multifonctionnelle qui permet de faire plusieurs opérations comportant un numéro national d'identification unique, personnel à tout citoyen et lui est destiné pour toute sa vie. Sur le plan sécuritaire selon le ministre Sidiki Diakité, elle présente un nouveau design, avec un support plus résistant, équipée d'hologramme et d'une puce électronique contenant des informations biographiques et biométriques. « Elle n'est pas destinée seulement à l'identification du détenteur comme les précédentes, mais peut servir à bien d'autres usages dans la vie civile et sociale du citoyen » a indiqué Sidiki Diakité. L'opération cible 11.300.000 Ivoiriens, contre 6.300.000 en 2009. Pour l'obtention, s'inscrire en ligne sur le site [www.rnpp.ci](http://www.rnpp.ci) pour l'achat d'un timbre de 5 000 Fcfa . Elle concerne 3 catégories de personnes. Notamment les Ivoiriens détenteurs des anciennes cartes nationales d'identité, les Ivoiriens majeurs qui, pour une raison ou une autre, n'ont pu se faire établir l'ancienne carte. Aussi, Les Ivoiriens, nouveaux majeurs, c'est-à-dire, âgés d'au moins 16 ans, et Les enfants Ivoiriens d'au moins 5 ans. Quant aux documents à fournir pour l'obtention de cette nouvelle carte, le ministre précise que les pétitionnaires de plus de 16 ans, devront produire : un certificat de nationalité ivoirienne, un extrait d'acte de naissance, ou un jugement supplétif en tenant lieu. « Concernant les pétitionnaires âgés d'au moins 5 ans, ils doivent produire : une photo d'identité récente, une pièce d'identité et une autorisation écrite du parent ou du tuteur légal qui l'accompagne, un justificatif du domicile du parent ou du tuteur légal daté de moins d'un an, un extrait d'acte de naissance, ou un jugement supplétif daté de moins de trois mois », a laissé entendre le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation. Pour les personnes ayant entrepris les

démarches pour l'obtention de la carte nationale et qui ont payé les 5 000 FCFA, le ministre précise qu'elles seront contactées pour la régularisation de leur situation. A partir de 1er mars 2020, il sera ouvert des guichets d'Etat civil dans les 108 préfectures et 594 sous-préfectures ainsi que dans les villes et communes pour permettre à toutes les personnes n'ayant pas d'extrait d'acte de naissance d'en avoir. Pour le directeur général de l'Office national de l'Etat civil et de l'identification (Oneci), Sitioni Nénin Kafana, cette opération vise à l'élaboration du Registre national des personnes physique (Rnpp). Les ivoiriens à l'étranger devront s'enrôler dans les différentes ambassades. « La réussite de cette opération dépendra de l'implication effective de tous », a exhorté le directeur général de l'Oneci.

MAURICE YAO





Forum du Sénat sur les collectivités territoriales / Représentant le Premier ministre, le ministre d'Etat, ministre de la Défense a insisté sur les défis en matière de décentralisation.

## Hamed Bakayoko : “La dynamique nouvelle de la décentralisation vise à lutter contre la pauvreté”



La toute première édition du forum consacré aux collectivités territoriales de Côte d'Ivoire a ouvert ses travaux le 17 février, à la Fondation Félix Houphouët-Boigny de Yamoussoukro. Et ce, en présence du ministre d'Etat, ministre de la Défense, Hamed Bakayoko, et du président du Sénat français, Gérard Larcher, invité du Sénat ivoirien. Plusieurs autres membres du gouvernement, présents en tant qu'élus locaux, participent aux travaux de ce forum meublés par deux communications et sept panels. Au total, ce sont 397 préfets, sénateurs, présidents de conseils régionaux, maires et gouverneurs qui prennent part à ces réflexions centrées sur le thème «la représentation des collectivités territoriales face aux défis de la décentralisation». Pour le ministre d'Etat, ministre de la Défense, Hamed Bakayoko,

qui a ouvert les travaux en sa qualité de représentant du Premier ministre, le Sénat, tel qu'envisagé par le Président Alassane Ouattara, doit mener des réflexions profondes sur la question de la décentralisation, avec des parlementaires dotés d'une grande expérience en matière de gestion des collectivités territoriales et de compétences dans divers domaines : politique, administratif, économique, scientifique, culturel, sportif et social. La tenue de ce forum, a-t-il indiqué, donne l'occasion à ces parlementaires de mieux penser la politique de décentralisation afin d'être une force de proposition en soutien aux actions du gouvernement, dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des Ivoiriens, qu'ils soient en Côte d'Ivoire ou à l'étranger. Selon Hamed Bakayoko, le thème de ce premier forum permettra d'appréhender les enjeux de la décentralisation, facteur par excellence d'un développement participatif de valorisation des potentialités locales. Aux participants, il a rappelé que la politique de décentralisation n'est pas nouvelle en Côte d'Ivoire, d'autant que le Président Houphouët-Boigny l'a initiée depuis 1980. Elle a conduit à la mise en place de la démocratie participative, à travers des élections multipartisanes dans les communes et plus tard dans les régions où de nombreux cadres s'exercent à la gestion publique. Grâce à la décentralisation, l'on peut, selon lui, souligner les efforts accomplis par les communes et régions pour doter les localités en infrastructures et équipements de proximité. Sous la gouvernance du Président Alassane Ouattara, cette politique se poursuit avec d'importantes réformes introduites ou en cours, à l'effet d'une mise en œuvre plus efficace et amplifiée. Il agit entre autres du statut de l'élu local, la fonction publique territoriale, la révision de la loi portant transfert des compétences de l'Etat aux collectivités, le réaménagement des modalités d'établissement du cadre organique des emplois ainsi que la réforme du régime financier. « La dynamique nouvelle de la décentralisation vise à lutter contre la pauvreté au niveau local à travers le renforcement de la démocratie, de la bonne gouvernance et le rapprochement entre les pouvoirs de décisions et les communautés à la base », a-t-il précisé aux participants, avant d'attirer leur attention sur les défis qui attendent d'être relevés et qui devront être au centre des réflexions du présent forum. Il s'agit du renforcement des capacités



du personnel en activité, de l'émergence d'un secteur privé capable de soutenir les initiatives des collectivités, de la mise en place de nouveaux mécanismes financiers à même de mieux répondre aux besoins des collectivités en matière d'infrastructures et d'outils de production, du développement de la fiscalité. Le représentant du Premier ministre a tenu à rassurer les patrons des collectivités sur la ferme volonté du gouvernement de poursuivre ses efforts, afin de garantir le bien-être des populations. Et ce, en faisant des régions de grands pôles de production et de croissance au service de tout le pays. « Il n'y a pas de grands pays sans grandes régions », a-t-il affirmé, avant de rendre hommage au président du Sénat français, Gérard Larcher, pour ses appuis multiformes et son partenariat exemplaire avec le Sénat ivoirien.

**N'DRI CÉLESTIN**

Dialogue politique / Le chef du gouvernement a procédé hier à la clôture de la deuxième phase du dialogue politique, entamée en janvier.

## La phase 2 s'est achevée hier



Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a procédé hier à la clôture du dialogue politique.  
(PHOTO: BOSSON HONORÉ)

Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly s'est réjoui hier de la participation de tous les acteurs de la vie politique et de la société civile à la deuxième phase du dialogue politique entamée en janvier. « Cette phase 2 a été saluée par toutes les parties prenantes, aussi bien les partis et groupements politiques que les organisations de la société civile, dans leur diversité », s'est félicité le chef du gouvernement, au cours de la cérémonie de clôture qui a eu lieu à la Primature. Pour lui, « cette participation effective et active de tous les acteurs politiques et de la société civile augure de lendemains meilleurs pour la démocratie en Côte d'Ivoire ». Il a ajouté que cela montre la volonté des acteurs politiques « d'aller à des élections apaisées ». C'est pourquoi, « au terme de plusieurs rencontres, certains en comité restreint, d'autres en plénière, que j'ai eu à présider, nous nous retrouvons aujourd'hui pour procéder à la clôture des discussions que nous avons entamées le 6 janvier », a déclaré Gon Coulibaly. Il s'est prononcé sur le bilan des négociations, au cours de cette autre phase du dialogue politique entre le gouvernement les partis politiques et la société civile. « Du rapport fait par le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, nous avons pu noter des points de convergence, des points d'accord, des points de convergence possibles, des désaccords et des recommandations », a fait savoir le chef du gouvernement. Au nombre des « points d'accord possibles », il a cité la question du relèvement de la caution à la présidentielle, tout comme celle relative au parrainage, celle aussi de la baisse du taux de suffrage obtenu, en vue du remboursement de la caution. Le chef du gouvernement a cité aussi, comme point de convergence, le problème de la

transhumance politique, au cours des élections. Par ailleurs, il a noté qu'il y a eu « des points de divergence et des recommandations qui ont été faites, soit à l'endroit de l'administration ou de la Commission électorale indépendante, pour rendre le processus plus efficace ». Dans tous les cas, « nous rendrons compte au Président de la République, Chef d'État. Et le gouvernement, conformément aux dispositions en vigueur, avisera sur l'ensemble des différents points », a conclu le chef du gouvernement, en remerciant les acteurs qui ont pris activement part à cette phase du dialogue politique. Pour rappel, sur instruction du Président Alassane Ouattara, la deuxième phase du dialogue politique a débuté le 6 janvier. Elle a porté essentiellement sur le code électoral. Il faut, par ailleurs, noter que la première phase de ces discussions s'est déroulée du 24 janvier au 26 juin 2019. Elle avait essentiellement porté sur la Cei.



Crise grave à l'alliance FPI-PDCI / Gbagbo s'insurge contre la cellule de communication de Bédié

## Tout est gâté ce week-end dernier entre Gbagbo et Bédié



### . Gbagbo s'insurge contre la cellule de communication de Bédié

Gbagbo Laurent et le président Henri Konan Bédié n'arriveront jamais à s'allier pour affronter le RHDP du président Alassane Ouattara aux prochaines élections présidentielles. Bédié est le parrain de Guillaume Soro. Cette amitié entre l'homme de Daoukro et celui qu'on appelle généralement " le petit gros" ou le "le jeune homme" n'enchanté point le célèbre prisonnier des Pays-Bas, Laurent Gbagbo. En effet, c'est le jeune étudiant rebelle, fait premier ministre de son gouvernement qui va perforer l'armée ivoirienne en 2011 pour mettre la main sur Laurent Gbagbo. Ce dimanche, une source proche de Laurent Gbagbo indique clairement que le Woody de Mama, assis confortablement dans son salon feutré belge accompagné de sa deuxième épouse Nady Bamba, joint au téléphone Eric Kahé afin qu'il produise un communiqué. Dans ce communiqué, Eric Kahé doit montrer que tous les partis politiques de gauche qui gravitent autour du Front populaire ivoirien de Laurent Gbagbo se désolidarisent de l'activité politique qui a eu lieu ce samedi 15 février 2020 à la place du Trocadero à Paris. Des militants pro-soro réclament la libération des prisonniers politiques. Dans le même temps, le capitaine Koné sort de sa réserve pour annoncer qu'il va renverser le régime d'Abidjan. Un autre civil, ami au capitaine Koné annonce à son tour qu'il sera l'auteur d'une insurrection civile en Côte d'Ivoire. Ces graves propos ne sont pas du goût du patron du FPI, Laurent Gbagbo car, les menacent du capitaine ne sont pas faits pour aller à la cohésion et la paix. La source

indique que Laurent Gbagbo donne directement l'ordre au ministre Eric Kahé de joindre le président Bédié afin de produire un communiqué qui se désolidarise de la manifestation de Trocadero car les propos qui y tiennent ne sont pas de nature à contribuer à la paix en Côte d'Ivoire. Lui, Gbagbo étant fatigué des crises et surtout de son actuelle condition de détention. Le vieux de Daoukro dit non et non à la proposition de Laurent Gbagbo car Trocadero ne fait que réclamer "**le droit et la liberté des hommes**". Gbagbo s'énerve contre la position du vieux de Daoukro et intime l'ordre à son ex-ministre. "**Kahé, produit le communiqué parce qu'il n'y a jamais rien de bon à Daouakro. Ils n'ont pas de cellule de communication là-bas ?**", s'insurge Gbagbo selon notre interlocuteur. Le ministre Eric Kahé rassure l'ex-chef de l'Etat en liberté conditionnelle en Belgique et produit le communiqué ci-dessous au nom de la plateforme politique Ensemble pour la démocratie.

### COMMUNIQUE EDS

La plate-forme politique Ensemble pour la Démocratie et la Souveraineté (EDS) attachée à la paix et à la réconciliation, tient à informer tous les militants et sympathisants des partis politiques (AIRD, FPI, UNG, R2P, RPA-CI, NPR, etc...) et organisations qui la composent, ainsi que l'ensemble de la communauté nationale et internationale, qu'elle n'est nullement concernée ni de près ni de loin, par la récente activité politique qui a eu lieu ce week-end du samedi 15 février 2020, à la place du Trocadero, à Paris. Elle n'a pas été associée à l'organisation de cette manifestation et n'y a donc délégué aucun responsable politique, ni appelé ses militants à y participer. Au demeurant, aucune prise de parole en son nom n'y a été observée, ni même programmée. Pour EDS, Le ministre eric KAHe Vice président chargé des relations avec les partis politiques et les institutions.

### JEANNE AURÉOLE



INTERVIEW/ SITUATION POLITIQUE

# Affi N'Guessan : « Les ministres qui négocient n'ont aucun pouvoir de décision, aucune autorité »



La prière de l'Eglise catholique a connu un grand succès. (Ph.DR)

• « Sur les questions essentielles, comme la Cei, il y a des désaccords importants » • A propos des négociations pour le retour de l'ex-chef de l'Etat : « Gbagbo ne me l'a pas demandé, mais il n'est pas opposé à ce qui peut mener à l'apaisement, à la réconciliation » Président de la branche du Front populaire ivoirien (Fpi) reconnue par la justice, Pascal Affi N'Guessan a rencontré le vice-président Daniel Kablan Duncan le 13 février. Parmi les sujets évoqués : le retour de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire. Pascal Affi N'Guessan semble vouloir battre le fer tant qu'il est chaud. Début février, il s'est rendu à La Haye pour assister à l'audience portant sur le réexamen des conditions de la liberté conditionnelle de Laurent Gbagbo. À peine rentré à Abidjan, l'ex-Premier ministre a été reçu, jeudi 13 février, par le vice-président Daniel Kablan Duncan, le ministre d'Etat chargé de la Défense, Hamed Bakayoko, le ministre de l'Administration du territoire, Sidiki Diakité, et le secrétaire général de la présidence, Patrick Achi. Le président de la branche du Front populaire ivoirien (Fpi) reconnue par la justice revient sur cette rencontre, tout en évoquant son rapprochement avec Laurent Gbagbo.

**Jeune Afrique : Pour quelles raisons avez-vous souhaité rencontrer le vice-président Daniel Kablan Duncan et d'autres membres du gouvernement ?** Pascal Affi N'Guessan : C'est d'abord le chef de l'Etat que je voulais rencontrer. Je lui ai adressé un courrier pour aborder la situation préoccupante dans laquelle se trouve notre pays, à quelques mois de l'échéance présidentielle. Sur le plan technique, les choses piétinent. Que ce soit pour

l'obtention d'un consensus sur la Commission électorale indépendante (Cei), la définition du cadre général des élections, ou sur le code électoral. Sur le plan politique, des nuages s'amoncellent du fait, d'abord, que nous n'avons pas encore résorbé les séquelles de la crise de 2010-2011, puisqu'il y a encore des prisonniers politiques. À cette situation, s'ajoutent les problèmes liés aux tensions au sein du Rhdp et aux poursuites judiciaires contre Guillaume Soro.

**Il y a actuellement des discussions entre le gouvernement et l'opposition sur la question du code électoral. Où en sont-elles ?** Le cadre de discussions a révélé de graves insuffisances, dans la mesure où les ministres qui négocient n'ont aucun pouvoir de décision, aucune autorité. Tout dépend du chef de l'Etat. C'est ce qui motive la demande que je lui ai adressée. C'est lui seul qui peut débloquer la situation.

**Il n'y a donc aucun point de consensus avec le gouvernement concernant le futur code électoral ?** Très peu. Certes, le gouvernement n'est pas fermé à un appui financier en faveur des candidats retenus pour la présidentielle. Mais sur les questions essentielles, comme la Cei, il y a des désaccords importants. À l'heure actuelle, avec 98 % des commissions locales entre les mains du Rhdp, aucune élection crédible ne peut être envisagée. Nous avons aussi proposé l'organisation d'un scrutin régional à la proportionnelle, pour une meilleure représentativité, mais cela a été rejeté.

**Est-il vrai qu'un troisième « round » de négociations sur l'environnement politique des élections doit être organisé ?** C'est ce que nous avons proposé, et le gouvernement n'a pas marqué d'opposition. Je suppose que la rencontre avec le vice-président s'inscrit dans cette nouvelle étape, ou en est le prélude.

**Quelles ont été les réactions de Duncan à vos préoccupations ?** Il n'a été mandaté que pour nous recevoir, nous écouter, et avoir des précisions sur certaines questions. Nous espérons qu'il fera le point avec le chef de l'Etat et que nous aurons des réponses à nos préoccupations.

**Vous avez aussi plaidé pour un retour de Laurent Gbagbo. Les autorités ont-elles émis un avis sur cette**



**éventualité ?** Les réactions n'ont pas été négatives. Nos interlocuteurs ont compris le bien-fondé de cette question et la nécessité de travailler de concert pour trouver une solution. Rien ne peut être réglé sans la participation des partisans du président Gbagbo. Chaque camp doit apporter des assurances, prouver sa bonne volonté. Les avocats de la Côte d'Ivoire ont bien rappelé à La Haye que la question du président Gbagbo est politique. Il faut trouver des solutions pour rassurer les autorités, qui pensent que son retour peut être source de difficultés. Le but de notre démarche est de montrer que nous sommes ouverts à la négociation et à la résolution pacifique des différends qui opposent le gouvernement et l'opposition.

**Laurent Gbagbo vous a-t-il mandaté directement pour négocier son retour à Abidjan, ou est-ce une initiative personnelle ?** Il ne me l'a pas demandé, mais il n'est pas opposé à ce qui peut mener à l'apaisement, à la réconciliation. Il pense pouvoir y jouer un rôle important.

**Vous l'avez récemment vu à Bruxelles. Quel a été l'objet de votre rencontre ?** J'ai assisté à l'audience du 6 février. Je ne pouvais pas être à La Haye et ne pas le rencontrer. Il n'y avait pas d'ordre du jour précis. Nous avons échangé sur les situations nationale et internationale, sur le processus qui doit nous conduire à la réunification du Fpi. **Justement, où en est ce processus ?** On peut dire qu'il est achevé à 50 ou 60 %. Le mur qui me séparait du président Gbagbo est brisé. Et c'était le plus important. Il m'a reçu pour la deuxième fois. Une sorte de complicité est en train de s'établir. Il reste aujourd'hui des questions techniques à régler pour aller à l'unification du parti et former une direction commune sans que personne ne soit laissé pour compte.

**Cela veut-il dire que Gbagbo a donné son accord à certaines de vos demandes, notamment votre nomination au poste de premier vice-président chargé de l'intérim ?** Il n'y est pas opposé. Sinon, il l'aurait dit. Ce qui l'importe, c'est l'unité, qui doit se faire autour du président Gbagbo et de moi-même. Nous devons former un tandem. Car une réconciliation qui se ferait au détriment de l'un ou de l'autre n'est pas motivante.

**Vous a-t-il dit qu'il souhaitait être candidat en 2020 ?** Nous n'en sommes pas encore à ce stade. La priorité est l'unité du Fpi. Nous aborderons ensuite la question de l'élection de 2020, à laquelle nous devons nécessairement participer pour mettre fin à la situation dramatique dans laquelle est notre pays.

**Mais, n'avez-vous pas demandé à être le colistier de Gbagbo s'il était candidat ?** C'est vrai. Dans l'hypothèse où nous avons réussi à régler tous les problèmes d'ordre judiciaire, à La Haye comme en Côte d'Ivoire, et qu'il peut être candidat, je n'y vois aucune objection, et je serai son colistier. Dans le cas contraire, l'idée est que je sois le candidat du Fpi avec un colistier que nous choisirions ensemble.

**Êtes-vous prêt à tout accepter pour que le Fpi retrouve son unité ?** Oui. Mais elle doit se faire sur une base objective, et n'exclure personne. Surtout, elle ne doit pas être l'occasion de sanctionner quelqu'un par rapport à ce qui a pu se passer. Je ne vois pas comment on peut mettre deux camps ensemble en sacrifiant une des têtes.

**Avec Gbagbo, la hache de guerre est-elle définitivement enterrée ?** Oui. Lui-même m'a affirmé qu'il

n'avait jamais demandé à être candidat à la présidence du Fpi en 2014, mais qu'il avait accepté devant l'insistance de certaines personnes qui m'accusaient de trahir la lutte. **On lui a donc forcé la main ?** Oui, c'est même ce qu'il a dit devant Assoa Adou. Il a insisté pour que cette question soit clarifiée.

**Quelles sont vos relations avec Assoa Adou ?** Je n'ai aucun problème avec lui. C'est une nouvelle page que nous ouvrons. Il sait ce que le président Gbagbo attend de nous. Je l'ai vu avant d'aller à La Haye le 6 février. Nous avons convenu de démarrer les discussions techniques la semaine prochaine.

**Dans cette réunification, quel-le doit être la place de Simone Gbagbo ?** Une place de choix. Elle doit être impliquée dans le processus. C'est l'une des figures du Fpi. Notre parti a besoin de tout le monde.

**L'avez-vous déjà vue depuis sa sortie de prison ?** Pas encore, mais je le ferai très prochainement. Nous attendons d'abord de savoir quelle serait la position de Gbagbo vis-à-vis de moi.





Coopération Côte d'Ivoire-Inde / Le ministre du Commerce, de l'Industrie, et de la promotion des Pme, a salué la bonne santé des relations qui existe entre la Côte d'Ivoire et l'Inde

## Souleymane Diarrassouba salue le dynamisme des relations



La Chambre de Commerce et d'Industrie indienne sera dirigée par Raja Chandra. En sa qualité de président, il a salué les avancées du gouvernement ivoirien en termes d'amélioration du climat des affaires en Côte d'Ivoire. Il a souligné que cette « chambre aura pour mission de promouvoir et développer les activités commerciales de ses adhérents ». Pour lui, les échanges commerciaux entre l'Inde et la Côte d'Ivoire devraient aller de l'avant, au fil des années. L'industrie pharmaceutique, l'agro-alimentaire, les mines, l'acier, sont les principaux secteurs, dans lesquels interviennent environ 300 entreprises indiennes qui sont implantées sur le sol ivoirien. Du 2 au 3 mars, un forum économique ivoiro-indien se déroulera à la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Abidjan

**MARCEL APPENA**

Le lancement officiel des activités de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Inde en Côte d'Ivoire, le jeudi 13 février, à l'espace Latrille Event, aux Il Plateaux à Abidjan, a donné l'occasion au ministre du Commerce de saluer le dynamisme des relations entre la Côte d'Ivoire et l'Inde. Souleymane Diarrassouba a indiqué que la Côte d'Ivoire est fière des nombreuses actions que pose l'ambassadeur Sailas Thangal depuis sa nomination et sa prise de fonction sur les bords de la lagune Ébrié. Il a vivement félicité le diplomate, en affirmant qu'il a opéré « le bon choix ». Par la même occasion, le ministre du Commerce a invité les opérateurs économiques indiens à s'impliquer dans la politique du gouvernement qui vise notamment à la transformation des matières premières locales. « Notre priorité aujourd'hui, c'est la transformation du cacao, de l'anacarde, du coton. Elle porte aussi sur la promotion des industries en matériaux de construction, en industrie pharmaceutique, d'assemblage des véhicules, de matériaux électroménagers et de la promotion de l'industrie 4.0 », a-t-il fait remarquer, dans son allocution. En ce qui concerne la Chambre de Commerce et d'Industrie, Sailas Thangal a indiqué qu'il est sûr que son ouverture permettra « de doubler voire tripler les échanges commerciaux entre l'Inde et la Côte d'Ivoire ». Surtout que, a-t-il insisté, « la Côte d'Ivoire est le premier producteur de noix de cajou et l'Inde en est le premier consommateur ».

Dgi / Mobilisation des recettes fiscales en 2019 / La Direction Générale des Impôts (DGI) a réalisé une belle performance en 2019.

## Abou Sié Ouattara réalise un taux record de recouvrement de 96%



Abou Sié Ouattara, Directeur Général des Impôts.

**Les recettes brutes globales de la Direction générale des impôts (DGI) au terme de l'année 2019 s'élèvent à 2.306,6 milliards de FCFA contre un objectif de 2.410,2 milliards FCFA retenu dans le cadre du programme économique et financier, soit un taux de recouvrement de 96%. Pour une hausse globale de 157,2 milliards de FCFA de recette par rapport aux réalisations de l'année 2018, soit un taux de progression de 7,3%. Ces**

informations nous ont été données par Abou Sié Ouattara, Directeur Général des Impôts, au cours de la cérémonie d'ouverture du séminaire bilan 2019-objectifs 2020, à l'initiative de la DGI. Cette rencontre de travail qui a été tenue du 23 au 24 janvier à l'Hôtel président de Yamoussoukro, a permis à l'ensemble des membres du comité de Direction élargi, des sous-directeurs et des chefs de service, de faire l'analyse des résultats de l'année 2019 et établir les perspectives pour l'année 2020. En effet, cette progression est portée par la taxe sur la valeur ajoutée (+44,9 milliards), les Impôts sur les traitements et salaires (+27,4 milliards), les droits d'enregistrement café-cacao (+26,3 milliards) les revenus du pétrole-gaz (+23,6 milliards), l'impôt foncier (+13,9 milliards), les droits de timbre (+9,5 milliards) et les patentes (+6,7 milliards). Pour le Directeur Général des Impôts, ce résultat est à la fois le fruit de l'appui de la tutelle et des efforts consentis par l'ensemble des services de la DGI. Il s'est saisi de cette occasion pour adresser ses félicitations à ses collaborateurs pour le travail accompli tout en les encourageant à persévérer dans l'effort afin de relever les nouveaux challenges. Pour l'année 2020, la DGI devra mobiliser 2716,2 milliards FCFA de recettes brutes soit une progression de 17,7%. Pour y parvenir, le Directeur Général, Abou Sié Ouattara, propose l'élargissement de l'assiette fiscale. Satisfait des résultats réalisés par la DGI,

Moussa Sanogo, Ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, a félicité toute la DGI. Il a également souligné que les objectifs seront de plus en plus énormes selon que l'on veut maintenir le niveau de l'économie en hausse. En 2022 par exemple, le budget de l'Etat sera de 9200 milliards FCFA avec un taux d'endettement autour de 43%. Le ministre du Budget a dans ce sens invité la DGI à renforcer sa capacité d'anticipation à travers l'amélioration du rendement des différents impôts. "Nous avons la possibilité de changer la face de notre nation. Si chacun joue pleinement son rôle, on n'aura pas besoin d'emprunter ailleurs. La Côte d'Ivoire a un potentiel énorme très peu exploité. Le niveau d'équilibre budgétaire est inférieur au potentiel que nous avons. J'invite l'administration fiscale à jouer pleinement son rôle", a-t-il déclaré. Bons points pour le Directeur Général des Impôts et son équipe. 20/20 pour cette très belle performance.

**IGOR WAWAYOU**

Déficit du financement des entreprises / Procédant au lancement du rapport de diagnostic sur le financement de la Côte d'Ivoire, le ministre de l'Economie et des finances, Adama Coulibaly a relevé que « le financement de long terme est le socle du développement durable.

## Adama Coulibaly pour le financement de long terme

Procédant au lancement du rapport de diagnostic sur le financement de la Côte d'Ivoire, le ministre de l'Economie et des finances, Adama Coulibaly a relevé que « le financement de long terme est le socle du développement durable. Dès lors, pour nous pays africains, qui aspirons à l'émergence, l'un des défis à relever est celui de l'augmentation de ce type de financement à travers la mobilisation de l'épargne disponible pour les besoins d'investissements de l'économie ». C'était le vendredi dernier, à l'Hôtel Pulmann d'Abidjan-Plateau. Et ce, dans le cadre de l'initiative de Financement de long terme (Flt) lancé en 2017. Initiative conjointe de la Banque africaine de développement (Bad), du programme FsdAfrica, de la Coopération allemande au développement (Giz) et du Making Finance Work for Africa, le ministre Adama Coulibaly a saisi cette opportunité pour expliquer les enjeux du financement sur le long terme pour des économies africaines qui aspirent à l'émergence comme la nôtre. Le rapport vise à combler le déficit de financement des entreprises, ainsi que certains projets essentiels tels l'habitat et les infrastructures. A en croire le ministre de l'Economie et des finances, la réalisation du diagnostic du financement de long terme pour la Côte d'Ivoire revêt un grand intérêt pour le gouvernement. Le ministre Adama Coulibaly a indiqué que le développement des infrastructures stratégiques occupe une place de choix dans la stratégie visant l'émergence de la Côte d'Ivoire. Rappelant, à ce titre, que l'Indice de développement des infrastructures en Afrique (Aidi) de la BAD place la Côte d'Ivoire dans le segment « de gamme moyenne » en Afrique, le ministre de l'Economie et des finances a relevé que cette situation fait perdre d'importants points de croissance à ce pays. « Pour ce faire, il nous faudra relever le défi du déficit de financement des infrastructures (hydrauliques, routes, chemin de fer, aéroports, ports et télécommunications, électricité, eau, assainissement) qui est estimé par Global infrastructure hub (Gih) à plus de 50 milliards \$ US jusqu'en 2040 », a expliqué le ministre Adama Coulibaly.

**JULES CÉSAR**



Infrastructures / Chantier sur le principal canal de Yopougon

## La Banque mondiale satisfaite de la qualité et de l'avancée des travaux



La vice-présidente de la Banque mondiale (3e de la droite vers la gauche) était sur le chantier pour se faire une idée de l'avancement des travaux

En visite en Côte d'Ivoire, la vice présidente de la Banque mondiale, Mme Lakshmi Shyam-Sunder, arrivée de Washington, a conduit hier une délégation comprenant notamment, la Task team leader (TTL), l'équivalent de la coordonnatrice de la Banque, Anne-Cécile Souhaïd, sur le chantier d'aménagement du principal drain Y1 ou canal de Yopougon. Un projet cofinancé par l'institution financière et la Côte d'Ivoire, à travers le Fonds additionnel (FA) du Projet de renaissance des infrastructures de Côte d'Ivoire (PRICI), représenté par Aka Carine. Au terme de la visite, il est revenu à la Directrice des opérations (D.O.) de la Banque mondiale en Côte d'Ivoire, de traduire les sentiments du Groupe. Coralie Gevers s'est dit à la fois « très impressionnée par la qualité du travail réalisé » et « très heureuse de pouvoir financer l'amélioration du canal ». Un canal qui a, dans la foulée, rappelé la D.O de la Banque mondiale, « qui par le passé, avait tendance à inonder les quartiers en périodes de saisons de pluie » et était à l'origine de « nombreux éboulements, y compris, de maisons ». Toute chose qui est « toujours catastrophique » pour les gens qui vivent dans ces quartiers, a-t-elle qualifié. C'est pourquoi, Coralie Gevers dit « tenir surtout à espérer maintenant que les autorités locales et les populations prendront bien soin de cette infrastructure remarquable », du fait qu'elle permet « un traitement des eaux usées ». En somme, le nouveau visage qu'offre le drain favorise « un bien meilleur assainissement » et « une bien meilleure qualité de vie » pour le quartier, a-t-elle conclu, non sans féliciter toutes les parties impliquées dans le projet, à commencer par le PRICI. Le chantier d'aménagement du principal drain portant sur la construction d'un canal, consiste à freiner l'érosion en béton depuis le carrefour Kimi jusqu'à la lagune à Lokoua, en passant par le sous-quartier Niangon, sur un linéaire total de 3,5km, subdivisé en 3 sections. La section 1 (sur 1,3km), part de Kimi à l'église catholique Ste Rita où un linéaire de 1 270m a été exécuté. La seconde section 2, entre le carrefour de Ste

Rita au carrefour Lokoua (1km). La partie du canal a été réalisée à 100%. Le drain a été construit sur 600m au niveau de l'ultime section, du carrefour Lokoua jusqu'à la lagune Ebrié (long de 800m). Ce qui donne un taux d'avancement de 88,8%. Reste donc des « travaux de finition » qui s'achèveront d'ici à fin juin 2020, a-t-on appris auprès du chef-projets de l'entreprise, Sylla Daouda. Il est prévu des perrés maçonnés ou revêtements des berges à l'aide de talus contre l'érosion. Tout comme une station de traitement des eaux usées collectées, avant qu'elles ne soient rejetées dans la lagune. Egalement au programme, la réalisation de passerelles afin que les populations puissent franchir le canal dans les 2 sens en toute sécurité, et la construction de « pistes latérales » devant servir de passages pour l'entretien du canal. Cet ouvrage dont la réalisation est chiffrée à plus de 11,134 milliards de F CFA, est la solution idoine toute trouvée, surtout, contre les risques élevés d'éboulement auxquels plusieurs habitations étaient exposées. Ce sont plus de 1,7 milliards F CFA que l'Etat a donné à titre de compensation aux 426 personnes qui étaient dans l'emprise du chantier. Mais à terme, au moins 1000 autres seront des bénéficiaires directs du projet, en étant notamment, désormais, à l'abri des inondations et éboulements, selon le PRICI. Signalons qu'avant la visite de terrain, la délégation a eu une séance de terrain à la base vie de l'entreprise où les différentes avancées lui ont été expliquées.